

Crises sanitaires et sociales : Plus jamais ça ! 34 mesures pour un plan de sortie de crise

vendredi 5 juin 2020, par [Organisations syndicales et associatives](#) (Date de rédaction antérieure : 26 mai 2020).

Depuis plusieurs mois, des organisations syndicales et associatives convergent, convaincues que les réponses aux urgences sociales et écologiques doivent être construites ensemble. La crise qui a éclaté en ce début d'année 2020 montre une fois de plus la nécessité de changer de système. C'est pourquoi nos organisations ont constitué un front élargi et inédit pour initier une tribune, puis une pétition et un appel aux mobilisations du 1^{er} mai (voir les documents ci-dessous).

Sommaire

- [TRIBUNE « Plus jamais ça ! \(...\) »](#)
- [1^{er} mai : « plus jamais ça ! »](#)

Nous pensons que le moment est venu de préciser les contours du « Plus jamais ça » dans ce Plan de sortie de crise.

Les mesures que nous versons au débat sont volontairement précises et le plus souvent chiffrées. Il ne s'agit pas, cependant, de présenter un plan figé, ficelé et définitif. Au contraire, ces propositions ont vocation à être soumises au débat public et sont amenées à être complétées.

Nous ne nous contenterons plus des grands mots, des déclarations d'intention, des formulations creuses. Nous voulons démontrer, à travers l'articulation de mesures de court et de long terme, le pragmatisme et l'ancrage dans le réel de notre démarche.

Notre but est de faire la démonstration qu'il y a des alternatives au capitalisme néolibéral, productiviste et autoritaire, et que ces alternatives sont crédibles, désirables et réalisables, à condition que la volonté politique et les moyens financiers soient enfin mis au service des objectifs de transformation sociale et de préservation de l'environnement, au lieu de les soumettre aux pressions et désidératas des lobbies.

Du reste, un grand nombre de ces alternatives relèvent d'un déjà-là qu'il s'agit de conforter, de rénover et de généraliser, que ce soient les grands systèmes collectifs mis en place dans le cadre de l'État social (protection sociale, services publics, etc.) ou les alternatives concrètes qui sont souvent autant de possibles si leur généralisation est envisagée.

L'heure est aux urgences sanitaires et sociales et à la satisfaction des besoins essentiels de la population, dans le respect des droits démocratiques. De toute urgence, doit être lancé un vaste plan de renforcement et de développement des services publics.

Au mois de juin, sera présentée une nouvelle loi de finance rectificative : si l'on veut que cette crise ne soit pas l'occasion de plans d'austérité et de nouvelles régressions sociales, si l'on souhaite

partager les richesses et financer la transition écologique, alors il faut refonder le système bancaire et financier et la fiscalité.

Tandis que le gouvernement n'entend que relancer un système insoutenable, nous en appelons à des mesures courageuses, permettant une reconversion sociale et écologique de la production agricole, industrielle et de services, pour à la fois créer des centaines de milliers d'emplois de qualité et cesser les activités les plus néfastes pour les populations et la planète. Cette reconversion doit être aussi l'occasion d'une relocalisation des activités, qui s'accompagnerait de mesures fortes de solidarité européenne et internationale.

Ce document se veut donc une contribution et même un appel au débat public. Débattons partout, mobilisons-nous sur le terrain pour changer le système et exiger des pouvoirs publics des transformations radicales ! Changer en profondeur le monde qui a rendu cette crise aussi violente est l'affaire de toutes et tous, le monde d'après sera celui que nous serons capables de reconstruire.

Collectif

Je consulte le « plan de sortie de crise » :

<https://france.attac.org/nos-publications/notes-et-rapports/article/plus-jamais-ca-34-mesures-pour-un-plan-de-sortie-de-crise>

TRIBUNE « Plus jamais ça ! » : 19 responsables d'organisations syndicales, associatives et environnementales appellent à préparer « le jour d'après »

« Plus jamais ça ! », 19 responsables d'organisations syndicales, associatives et environnementales parmi lesquels Aurélie Trouvé (Attac), Philippe Martinez (CGT), Cécile Duflot (Oxfam), Jean-François Julliard (Greenpeace) signent une tribune commune publiée sur France Info ce vendredi 27 mars.

Ces organisations lancent un appel « à toutes les forces progressistes et humanistes [...] pour reconstruire ensemble un futur, écologique, féministe et social, en rupture avec les politiques menées jusque-là et le désordre néolibéral ».

Les signataires de la tribune :

Khaled Gajji, président des Amis de la Terre France Aurélie Trouvé, porte-parole d'Attac France Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT Nicolas Girod, porte-parole de la Confédération paysanne Benoit Teste, secrétaire général de la FSU Jean-François Julliard, directeur général de Greenpeace France Cécile Duflot, directrice générale d'Oxfam France Eric Beynel, porte-parole de l'Union syndicale Solidaires Clémence Dubois, responsable France de 350.org Pauline Boyer, porte-parole d'Action Non-Violente COP 21 Léa Vavasseur, porte-parole d'Alternatiba Sylvie Bukhari-de Pontual, présidente du CCFD-Terre Solidaire Emmanuel Poilane, président du CRID Jean-Baptiste Eyraud, porte-parole de Droit au Logement Lisa Badet, vice-présidente de la FIDL, Le syndicat lycéen Jeanette Habel, co-présidente de la Fondation Copernic Katia Dubreuil, présidente du Syndicat de la magistrature Mélanie Luce, présidente de l'UNEF Héloïse Moreau, présidente de l'UNL

27 mars 2020

Collectif

1^{er} mai : « plus jamais ça ! »

Nos organisations appellent à participer aux mobilisations syndicales pour donner au 1^{er} mai 2020, journée internationale de lutte des travailleuses et travailleurs, un écho tout particulier dans le contexte de crise sanitaire. La pandémie qui se répand dans le monde entier révèle de manière tragique les dérèglements du capitalisme néolibéral et productiviste ainsi que les dysfonctionnements de l'actuelle gouvernance mondiale. La situation nécessite d'affronter ensemble les urgences écologiques, sociales et démocratiques.

Les impératifs de santé publique seront à l'honneur de ce 1^{er} mai. Nos organisations appellent à manifester la solidarité avec les travailleurs·euses, en France et dans tous les pays, dont les activités continuent, souvent sans même le matériel de protection nécessaire. La solidarité aussi avec les « invisibles » que la crise a pourtant révélé·e·s comme indispensables, ainsi qu'avec les précaires et les « sans », dont la situation s'est dramatiquement aggravée pendant la crise.

Pour tout cela, nous exigeons :

- que la santé de toutes et tous soit une priorité, maintenant et après le 11 mai, date annoncée de sortie du confinement alors même que les conditions sanitaires ne sont pas réunies.
- que toutes les mesures d'urgence soient prises pour lutter contre les inégalités sociales et pour préserver les droits de chacun·e durant cette période, dont celui d'un travail, d'une alimentation, d'un logement de qualité.
- que la protection sociale des jeunes soit refondée afin de les faire rentrer dans le droit commun. Les jeunes ne peuvent être ni la variable d'ajustement, ni les oublié·e·s de l'après.
- que la lutte contre le changement climatique et la protection de la biodiversité soient des priorités pour le plan de relance de l'économie, à la mesure de l'urgence climatique. une solidarité avec les populations des pays pauvres, premières victimes des dérèglements climatiques, touchés par la crise sanitaire alors que leurs systèmes de santé et leurs services publics sont encore moins préparés que le nôtre à faire face à cette pandémie, sous la menace de crises alimentaires émergentes, passant en premier lieu par l'annulation de leur dette extérieure et le versement de financements additionnels d'urgence.
- que les multinationales s'assurent du respect des droits humains et de conditions de travail décentes pour les travailleuses et travailleurs employé·e·s par leurs filiales, fournisseurs et sous-traitants à travers le monde plutôt que de les laisser sans revenus, aides ou protections sociales, les rendant plus vulnérables aux risques d'exploitation plutôt que de verser des dividendes à leurs actionnaires.

Le monde d'après doit enfin appliquer l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes. Ce

sont souvent des femmes, dans l'ensemble du secteur de la santé et du social, dans les services publics, dans les commerces, dans l'agroalimentaire, qui ont sauvé des vies, ont permis de nous alimenter, ont assuré des missions de protection de la population et ont permis à notre pays de tenir alors qu'elles sont toujours bien moins payées que les hommes : il est temps de reconnaître leur investissement.

Le monde d'après ne doit pas non plus se solder par de nouvelles régressions des droits démocratiques. De ce point de vue, en France comme ailleurs conscient·e·s de la nécessité de respecter toutes les mesures de confinement nécessaires, nous ne sommes pas moins indigné·e·s des violences policières, des contrôles abusifs, des atteintes à la protection des données personnelles et de la vie privée, de la violation des droits des migrant·e·s ...

Lors de ce 1^{er} mai, nous manifesterons aussi pour exiger un plan de relocalisation solidaire et écologique des activités de l'industrie, de l'agriculture et des services :

- « plus jamais » des travailleur·euses mis·e·s en concurrence et appauvri·e·s !
- « plus jamais » la dépendance aux marchés internationaux comme le manque de masques, de surblouses et de médicaments,
- « plus jamais » les produits qui font le tour de la planète engendrant pollutions et émissions de gaz à effet de serre !
- Et « plus jamais » la captation des ressources naturelles du Sud au seul profit des transnationales des pays riches.

Pour que le jour d'après ne soit plus comme le jour d'avant, tout soutien public aux entreprises doit d'ores et déjà être conditionné à une reconversion écologique et sociale, qui nous permettra de créer des centaines de milliers d'emplois de qualité en France. Le gouvernement ne doit pas remettre en cause, sous l'influence des industries polluantes, les engagements et les objectifs environnementaux, déjà très en dessous du niveau exigé par l'urgence climatique. Il doit aussi suspendre les ventes d'armes qui alimentent les conflits et le terrorisme, et réfléchir à abandonner la dissuasion nucléaire coûteuse et plus dangereuse qu'efficace. Nous exigeons que la lutte contre le changement climatique et la protection de la biodiversité soient des priorités pour le plan de relance de l'économie, et qu'elles soient à la mesure de l'urgence climatique.

Lors de ce 1^{er} mai, nous manifesterons encore pour obtenir un plan de développement de tous les services publics et une revalorisation des métiers d'utilité publique :

- « plus jamais » les hôpitaux débordés du fait des fermetures de lits et du manque de soignant·e·s,
- « plus jamais » d'une recherche publique manquant de crédits, « plus jamais » des services publics exsangues,
- « plus jamais » des Ehpad délaissés,
- « plus jamais » des personnes sans revenu et en précarité alimentaire.
- « plus jamais » de fausses excuses quant au manque de budget public pour les financer, alors qu'une fiscalité plus juste (y compris sur la fortune / le patrimoine), une véritable lutte contre l'évasion fiscale et la transformation de la dette publique en dette perpétuelle à taux zéro par la BCE en donneraient les moyens.

Même confiné·e-s, manifestons toutes et tous le 1^{er} mai, depuis chez soi, avec des pancartes, banderoles ou en envahissant les réseaux sociaux. Rendons visibles, exprimons ce que nous voulons en France comme ailleurs : un changement de cap, pour un futur écologique, social, féministe et démocratique !

Faites entendre votre voix le 1^{er} mai

Les organisations signataires

Action-aid France

ANV-COP 21

Alternatiba

Attac

CCFD-Terre solidaire

CGT

Confédération paysanne

DAL

FIDL

FSU

Fondation Copernic

Greenpeace

Le mouvement Les Amis de la Terre France

MAN

MNL

Notre affaire à tous

Oxfam

Reclaim Finance

Syndicat de la Magistrature

Syndicat des Avocats de France

UNEF

Union syndicale Solidaires

UNL

Youth For Climate France

28 avril 2020

Voir en ligne : [Collectif](#)

P.-S.

- Attac France. 26 mai 2020 :
https://npa2009.org/actualite/sante/propos-du-plan-de-sortie-de-crise-des-associations-et-syndicats#footnoteref2_5xf7dx